

Avec une certaine impudence, une manifestation contre l'islamophobie est organisée par une association appelée « *Collectif contre l'islamophobie en France* » (CCIF) proche des frères musulmans (Cf. [RTL du 7 novembre 2019](#)). Elle a le soutien des bien-pensants de service dont l'aveuglement idéologique peut inquiéter.

Nous verrons si cette manifestation islamo-religieuse sera significative et exprimera cette inquiétude supposée de la communauté musulmane, qu'elle soit de nationalité française ou pas, un amalgame permanent qui permet toutes les suppositions et toutes les influences étrangères (Cf. Editorial de Michel Taube dans [Opinion internationale du 8 novembre 2019](#) et celui de Laurent Joffrin, [La lettre politique de Laurent Joffrin](#), bien que... mais il y a des éléments intéressants).

Bien sûr, l'affaire du voile à Besançon et les accompagnements de certaines classes scolaires par des mères voilées ont suscité des réactions. Dans notre grande tolérance et parce que nous ne sommes pas islamophobes malgré les accusations de minoritaires, pourquoi les discriminer ? Après tout, validons cette entorse visible à la laïcité pour calmer ces inquiétudes.

Posons-nous en revanche la question suivante : quelles seraient les positions de nos politiques, de ces partis dits « laïques » notamment à l'extrême gauche, du ministère de l'éducation nationale si chaque religion de France pouvait accompagner une classe scolaire d'une manière visible. Les juifs porteraient visiblement leur Kippa. Tous les chrétiens, majoritaires en France, porteraient leur croix visiblement autour du cou... Avons-nous des exemples de ce type d'accompagnement d'ailleurs et qui aurait... osé sachant le tollé que cela aurait suscité ?

Notre laïcité, sinon les fondements même des règles de la République sont donc remis en cause par cet islam politique qui, ne l'oublions pas, irrigue aussi en partie la radicalisation dite islamiste.

Il est temps non seulement d'ouvrir les yeux mais aussi de combattre ceux qui remettent en cause le fonctionnement de nos sociétés en imposant leur vision du monde.

Résister à l'islam politique, combattre la radicalisation islamique constituent peu à peu une question de sécurité nationale.

Pour compléter cette réflexion, à la veille des prochaines élections municipales, je vous invite à lire mes conclusions du colloque qui s'est tenu à l'assemblée nationale le 6 novembre sur le thème : « [Les élus défenseurs des valeurs de la République face à la radicalisation](#) ».